



Madame la ministre,

À plusieurs reprises au cours de votre mandat, ainsi que l'avaient fait vos prédécesseurs, vous avez souligné l'investissement professionnel et les compétences des corps d'inspection. En effet, quels que soient les niveaux d'enseignement ou les spécialités dans lesquels ils exercent, les inspectrices et les inspecteurs explicitent et s'attachent à mettre en œuvre les réformes dont le système éducatif a besoin pour une meilleure réussite de tous les élèves. Ils ne plaignent ni leur temps ni leur peine pour aider les enseignants à mieux s'approprier les enjeux sous-tendus par les évolutions, ce qui ne va pas toujours sans difficulté.

Les inspectrices et les inspecteurs ont nourri de réels espoirs avec l'ouverture des groupes de travail qui ont accompagné la refondation de l'École. Pourtant, les mesures mises en œuvre -qui ne manquent pas d'intérêt- concernent un trop petit nombre de collègues, ce qui laisse un goût amer à la majorité...

Les solutions existent pour revaloriser réellement nos professions de plus en plus déclassées au sein du système éducatif. Face à l'ampleur de notre charge de travail, face à l'évolution et la diversification de nos missions, dans la perspective de la mise en œuvre de la « circulaire missions » de décembre 2016, nous avons besoin d'une meilleure reconnaissance de notre engagement professionnel. Toutes les inspectrices et les inspecteurs se félicitent des évolutions obtenues par les personnels d'enseignement et d'éducation, les psychologues de l'éducation nationale ou, plus récemment, par les personnels de direction, dans le cadre du protocole PPCR ; toutes et tous ont espéré être à leur tour concernés par des mesures de même ampleur ; nombreux sont aujourd'hui déçus par ce qui est légitimement perçu comme un manque de reconnaissance préjudiciable à l'attractivité des métiers de l'inspection !

Les signataires de ce courrier, préparé par l'ensemble de leurs organisations syndicales représentatives dans le cadre des CAPN et des CAPA, vous le disent, Madame la Ministre : le compte n'y est pas et nous revendiquons de manière unitaire que soit ouvert le PPCR des corps d'inspection, avec des ambitions à la hauteur de leur engagement au service de l'École de la République. Nous réclamons aussi des améliorations sensibles de nos conditions de travail pour nous permettre de répondre aux légitimes attentes des usagers, des personnels d'enseignement, d'éducation, psychologues de l'éducation nationale et de l'institution.

En bien des occasions, nos organisations syndicales ont affirmé que sans refondation de l'inspection, la refondation de l'École ne pourrait être réalisée de manière satisfaisante. En conséquence, nous demandons que la situation matérielle (charge professionnelle, organisation du travail, rémunération et déroulement de carrière) des inspecteurs et des inspectrices devienne une priorité accrue pour le ministère de l'Éducation nationale.